

**Christoph Becker-Schaum\***

## **Les Verts et le mouvement de la paix**

### **Les Verts, le Mouvement de la paix et les élections législatives de 1983**

La coalition sociale-libérale forgée par Willy Brandt en 1969 s'était définitivement brisée à l'automne 1982. Le nouveau gouvernement, formé par Helmut Kohl, était arrivé au pouvoir par un vote de défiance constructive. Ce mode d'alternance était mal vu par une majorité de l'opinion, qui voulait que la nouvelle coalition soit légitimée par le suffrage. D'où les élections législatives fédérales anticipées du 6 mars 1983, qui furent nettement gagnées par Helmut Kohl. Son parti, la CDU, y progressa en effet de plus de 4 %, manquant de peu d'atteindre la majorité absolue. Les pertes du SPD étant légèrement plus importantes, les deux partis étaient maintenant séparés par un écart en voix de plus de 10 % : 48,8 % pour la CDU, tandis que le SPD ne recueillait que 38,2 %. Quant au FDP, qui avait déçu une part notable de ses électeurs en changeant de coalition, avec 7 % des voix il obtenait le deuxième plus mauvais résultat de son histoire. Pendant un temps, on s'était même demandé si les libéraux allaient même passer la barre de 5 %. Au total, le 6 mars la CDU avait repris au SPD la place de parti dominant. À part la victoire de Helmut Kohl, c'était là le message essentiel qu'on pouvait retenir au soir de l'élection.

Toutefois, les élections fédérales du 6 mars 1983 envoyèrent aussi un signal d'une toute autre nature. Les Verts étaient depuis l'automne 1979 représentés dans six des parlements régionaux ouest-allemands, à Berlin, Hambourg, Brême, ainsi qu'en Bade-Wurtemberg, Hesse et en Basse-Saxe. Dans les cinq autres États-régions, leurs premières candidatures n'avaient pas eu encore de succès. Et voilà qu'ils réussissaient à se faire élire au *Bundestag*, ce qui avait une portée politique bien plus grande. Depuis les années 1950 aucun parti n'était parvenu, même après des succès aux élections régionales, à dépasser la barre des 5 % pour entrer au Bundestag. Avec 5,6 %, le score des Verts avait été finalement plus juste que ne l'avaient prédit les augures durant les mois précédents. N'avaient-ils pas obtenu

---

\* Dr. C. Becker-Schaum dirige les Archives *Grünes Gedächtnis* de la Fondation Heinrich Böll, La fondation politique verte.

8,0 % lors des élections régionales de Hesse à l'automne de l'année précédente ? Vu sur le long terme, le succès des Verts aux élections fédérales de 1983 a cependant marqué leur percée politique. Et il a fondamentalement changé le système des partis de la République fédérale <sup>1</sup>.

Les élections fédérales de 1983 eurent justement lieu l'année de la plus grande mobilisation du mouvement de la paix contre l'installation de missiles américains de moyenne portée d'un type nouveau en RFA et en Europe de l'Ouest. Le gouvernement fédéral antérieur, dirigé par le SPD avec Helmut Schmidt à la chancellerie, avait pris une part essentielle aux décisions préalables à cette installation, en particulier à la double décision de l'O TAN de 1979. Mais à l'intérieur du SPD, la résistance contre la ligne politique du chancelier allait croissant <sup>2</sup>, tandis que les Verts s'engageaient de toutes leurs forces dans le Mouvement de la paix. On pouvait donc penser que la défaite du SPD était due à ses déchirements internes et le succès des Verts au soutien de la part du Mouvement de la paix. Cette interprétation était confirmée par le fait que le succès des Verts le 6 mars allait de pair avec l'incapacité du SPD d'attirer à lui de jeunes électeur/ trices de moins de 35 ans dans les circonscriptions urbaines comme il l'avait fait jusque là, segment de l'électorat qui lui avait été bien fidèle dans les scrutins des années 1970. Cette fois-ci ces catégories avaient voté pour les Verts dans une proportion très supérieure à la moyenne. Cependant, seulement une minorité de ces électeurs avaient complètement rompu avec le SPD. Près de la moitié avaient donné leur première voix au candidat social- démocrate pour le vote direct. Du point de vue du SPD, les électeurs des Verts étaient donc des fils et filles égarées, qu'il s'agissait de ramener au bercail.

Chez les Verts, on voyait les choses tout autrement. Pour eux, il y avait rupture avec le SPD, ils étaient sûrs d'avoir réussi leur entrée au *Bundestag* surtout parce que, ayant débuté comme parti écologiste, ils avaient été capables d'élargir leur base sociale avec le thème de la paix. Selon Hubert Kleinert, un élu des Verts au *Bundestag* de 1983, « le lien du mouvement de l'environnement et celui de la paix avait considérablement amplifié la résonance du nouveau parti » <sup>3</sup>. D'autres se sont exprimés dans le même sens. Pour la science politique, Saskia Richter a récemment constaté que les Verts ont pu tirer parti des protestations contre la double décision de l'O TAN, la « poussée de mobilisation » leur permettant de s'établir au *Bundestag* <sup>4</sup>.

Ceci dit, les résultats des enquêtes électorales et d'opinion des années 1980 étaient nettement plus réservés. Selon une recherche de long terme concernant l'opinion sur des partis dans la population et sur les intentions électorales, les personnes interrogées ont plus de cinq fois plus souvent jugé les Verts sur la base de leur politique environnementale que par rapport à leur engagement pacifiste, et d'ailleurs jugé plus positivement leur politique environnementale. Selon Hans-Dieter Klingemann, qui résumait l'étude, « ni les positions du mouvement féministe partagées par les Verts, ni celles du mouvement de la paix ne se sont retrouvées combinées de manière semblable dans l'image des Verts au sein de la population » <sup>5</sup> Aucun parti ne pouvait à lui seul prétendre représenter politiquement le mouvement de la paix. Car celui-ci avait, comme le pense aussi Franz Urban Pappi, un caractère résolument pluraliste <sup>6</sup>. D'ailleurs, la double décision de l'O TAN n'avait pas été

au centre de la campagne électorale, c'était un thème parmi d'autres, mais pas le sujet décisif. Les principaux points de désaccord entre le SPD et le FDP, qui avaient conduit à l'automne 1982 à la rupture de la coalition sociale-libérale relevaient de la politique économique et de l'emploi. Ce furent aussi les enjeux qui déterminèrent la campagne électorale de 1983<sup>7</sup>. Le spectre du chômage était à ce point la préoccupation dominante des électeurs et électrices que même les Verts adoptèrent avant le scrutin un programme économique, qui était à même titre un programme contre la réduction des dépenses sociales<sup>8</sup>.

Il ne s'agit certes pas de nier la signification de la mobilisation du mouvement de la paix pour le succès des Verts, mais de reconnaître qu'une mobilisation protestataire est quelque chose d'autre qu'une mobilisation électorale. Les effectifs de manifestants ne se traduisent pas automatiquement par des voix dans l'isoloir. Dans l'impact du mouvement de la paix sur le succès électoral des Verts jouent des aspects tenant au système des partis et au mouvement social, démocratie et contre-démocratie, pour parler avec Rosanvallon<sup>9</sup>. Mais avant de répondre à la question de la part du mouvement de la paix dans la victoire électorale des Verts, il faut se poser celle de la contribution des Verts à celui-ci. Ici, la concurrence politique avec le SPD et le DKP (*Deutsche Kommunistische Partei*, le parti communiste allemand) permet à bien des égards de comprendre l'action des Verts. Le DKP défendait nettement les fusées soviétiques SS-20, refusait toute solidarité avec le mouvement de la paix indépendant de RDA et essayait d'instrumentaliser à son profit les initiatives du mouvement de la paix<sup>10</sup>. Compte tenu de l'anticommunisme présent en RFA, être considéré comme trop proches du DKP aurait certainement été nocif pour les Verts. Ils avaient donc toutes les raisons de prendre clairement leurs distances. Ce qu'ils firent et à la fois ne firent pas. Comme partie prenante du mouvement de la paix, cela leur était complètement impossible s'ils ne voulaient pas en menacer l'unité.

Des politiciens sociaux-démocrates qui critiquaient la ligne politique du chancelier Schmidt étaient des orateurs très recherchés sur les forums du mouvement de la paix et ce pour des raisons stratégiques, car c'était le meilleur moyen de faire pression sur le gouvernement. Mais tant que Schmidt était chancelier, ceux et celles qui le critiquaient ne pouvaient pas exercer d'influence notable sur le parti. Au contraire. Un opposant notoire comme Erhard Eppler perdit son mandat au présidium du parti, d'autres comme les députés Karl Heinz Hansen et Manfred Coppel quittèrent le parti pour fonder les *Demokratische Sozialisten*. Lorsqu'en juin 1982 Bonn accueillit le sommet de l'OTAN et que le mouvement de la paix appela à manifester contre la réunion, les organisations social-démocrates présentes dans le mouvement de la paix ne s'associèrent pas à l'initiative, même pas les *Jusos*. Jusqu'où pouvait-on leur faire confiance ? Les Verts voulaient apparaître comme ceux qui ne font de mauvais compromis ni dans un sens, ni dans l'autre. Pourtant, au sein des Verts, le réarmement atomique soviétique comparé à celui des Américains donnait lieu à des jugements contradictoires. La programmation militaire soviétique était-elle plutôt agressive ou défensive ? N'était-ce pas l'installation des missiles américains qui était la mesure de loin la plus dangereuse ? L'administration Reagan préparait-elle une première frappe ? Chez les Verts, la controverse portait aussi sur le point de savoir jusqu'où on pouvait s'immiscer dans

la politique intérieure des États du Pacte de Varsovie. Des contacts avec les gouvernements dans un esprit de détente et la solidarité avec le mouvement de la paix indépendant de la RDA s'excluaient-ils mutuellement ? Un autre terrain de désaccord, cette fois-ci pas seulement chez les Verts, mais au sein du mouvement de la paix dans son ensemble, était la question de la non-violence. Où exactement passait la frontière entre l'action non-violente justifiée et la violence inacceptable ? Les règles d'ordre public ne pouvaient être la référence, alors que les enjeux étaient la préservation de la vie et l'interdiction inscrite dans la constitution de préparer une guerre offensive. Ces questions montrent la chance historique offerte aux Verts. Il dépendait essentiellement d'eux que le mouvement de la paix réussisse ou non à opter pour une ligne claire, dépourvue de subtilités tactiques et à rester au total crédible.

### **La fondation du parti Les Verts, le mouvement de l'environnement et la double décision de l'OTAN**

Le lien des Verts avec le mouvement de la paix remonte à la période de fondation du parti, c'est-à-dire avant même la double décision de l'OTAN. Cela s'explique par la manière dont les Verts ont été fondés en 1979. La fondation des Verts en tant qu'union politique, pas encore en tant que parti, en mars 1979 pour participer aux élections au Parlement européen en juin de la même année, s'est faite sur le plan formel par la constitution d'une liste commune des écologistes. Les trois partis écologistes *Grüne Liste Umweltschutz* (GLU), *Grüne Aktion Zukunft* (GAZ) et *Aktionsgemeinschaft Unabhängiger Deutscher* (AUD) ont constitué avec la participation de la *Grüne Liste Schleswig-Holstein*, de l'*Aktion Dritter Weg* anthroposophique et de la *Freie Internationale Universität* de l'artiste Joseph Beuys ce qu'on appelait alors les *Europa-Grünen*. Une particularité de cette liste commune est qu'elle n'a pas fait sa campagne avec ses propres dirigeants, mais avec des personnalités connues du mouvement environnemental, qui n'appartenaient pas aux partis réunis dans la liste. Ces personnalités furent en outre placées en tête de liste. Quant aux porte-parole reconnus du mouvement écologiste, ils étaient aussi ceux du *Bundesverband Bürgerinitiativen Umweltschutz* (BBU). C'est ainsi que Petra Kelly et Roland Vogt, qui étaient membres du Comité directeur de la BBU, devinrent tête et second de liste pour les élections européennes, tandis qu'un autre membre du Comité directeur du BBU, Eva Quistorp était également placée en bonne position. De même, la résistance contre la construction des diverses installations nucléaires dans l'arrondissement de Lüchow-Dannenberg, contre la construction du réacteur à Kalkar et contre la centrale de Mülheim-Kärlich était représenté très visiblement sur la liste par l'intermédiaire des porte-parole respectifs des initiatives locales. Au-delà du spectre des partis écologistes associés, qui n'étaient que de petits groupuscules, la liste présentée pour les élections européennes était donc représentative de l'éventail des initiatives anti-nucléaires qui avaient mobilisé des centaines de milliers de personnes pendant les deux années précédentes.

En choisissant ainsi les candidats, il s'agissait d'envoyer un signal, en particulier sur la question de la paix. Car les deux têtes de liste Petra Kelly et Roland Vogt étaient connus dans l'opinion pour le lien entre le mouvement écologiste et celui de la paix <sup>11</sup>. Si l'on y ajoute Jo Leinen, qui était un des trois porte-parole du BBU, mais

qui, à la différence de Kelly et Vogt, avait gardé sa carte du SPD, ces trois noms personnifiaient ce qu'on appelait à l'époque ÖKOPAX, l'écopacifisme, plus précisément l'association du mouvement de la paix et de l'écologie. N'oublions pas non plus de mentionner que Petra Kelly et Eva Quistorp incarnaient un signal non moins important, celui du lien entre l'écologie et le mouvement des femmes. Ce n'étaient donc pas tant les partis écologistes participant à la fondation, que les candidats et candidates venant de la mouvance du BBU et des initiatives anti-nucléaires et du mouvement féministe qui représentaient la dynamique politique de la fondation des Verts. En outre, lors d'une des premières réunions du Comité directeur de la nouvelle union politique, le 30 mars 1979, Petra Kelly et Roland Vogt furent nommés à parité secrétaires généraux (*politische Geschäftsführer*) des Verts<sup>12</sup>. Ce faisant, les leaders du mouvement écologiste appartenant au BBU et aux initiatives de citoyens anti-nucléaires accédaient aussi à la direction opérationnelle des Verts. Roland Vogt se souvient : « Quand au Comité directeur du BBU, nous prenions une décision, quinze jours après j'allais à la direction des Verts en disant : le BBU a décidé cela, c'est ce qu'il veut. Et les Verts disaient : bon, s'ils veulent ça, on en fait autant »<sup>13</sup>.

Les partis et initiatives écologistes qui se rassemblèrent pour la fondation des Verts en 1979-80 couvraient un éventail allant du conservatisme (au sens de conservation des valeurs – *wertkonservativ*) à l'extrême gauche<sup>14</sup>. On ne peut donc pas s'attendre à ce qu'il y ait eu dans la nouvelle formation une position dominante sur les questions de la paix, tant du point de vue de la politique étrangère que de la politique de sécurité, d'autant qu'en la matière intervenaient aussi des différences générationnelles. Le neutralisme des Verts pouvait avoir une tonalité très différente selon qu'il émanait d'un/ une ancien/ ne démocrate chrétien/ ne dans l'entourage de Herbert Gruhl (GAZ), d'un membre du mouvement protection de la vie (*Lebensschützer*) autour d'August Haußleiter (AUD), mouvement où la génération la plus ancienne était encore attachée à des convictions nationalistes<sup>15</sup>, d'un antimilitariste de gauche ex-social-démocrate ou d'un représentant du spectre très différencié du gauchisme. Les thèses diffusées par Haußleiter<sup>16</sup> n'étaient partagées par personne au sein du mouvement de la paix et élaborer une politique de paix en commun avec Gruhl était, même pour le Comité directeur fédéral des Verts, impensable<sup>17</sup>. C'est pourquoi le slogan « Ni droite, ni gauche, mais en avant » était trompeur, car en ce qui concerne le pacifisme, les Verts appartenaient en tant que parti issu du BBU au *mainstream* de gauche antimilitariste. Les réseaux dans lesquels ils étaient insérés en découlaient naturellement. En réponse à une demande du *Komitee für Frieden, Abrüstung und Zusammenarbeit* dirigé par des communistes (Comité pour la paix, le désarmement et la coopération) le Comité directeur fédéral des Verts nomma Eva Quistorp et Helmut Neddermeyer comme représentants officiels au meeting terminal de la manifestation de 1979 appelant à « garantir la paix, terminer la course aux armements », sans que la collaboration avec le KOFAZ ait été plus amplement discutée<sup>18</sup>. De toute façon, les Verts cherchaient alors plus à établir des liens avec le mouvement de la paix qu'à choisir leurs partenaires de coopération. C'est en ce sens que Petra Kelly exhortait ses collègues du Comité directeur à assister « aux meetings des autres au moins en tant que public et à intervenir dans la discussion » afin de pouvoir mieux « s'intégrer dans des initiatives pacifistes générales »<sup>19</sup>. Un débat politique sur la ligne des Verts à l'in-

térieur du mouvement de la paix ne s'amorça pas avant les élections du 5 octobre 1980, surtout à cause de la participation de Petra Kelly à l'initiative de Krefeld.

### Les Verts et l'appel de Krefeld

Lorsqu'au lendemain des élections le Comité directeur fédéral discuta le résultat obtenu, seulement 1,5 % pour les Verts, il se concentra sur deux points. La faiblesse du score s'expliquerait d'une part par l'incapacité à mobiliser « le potentiel d'électeurs protestataires », d'autre part parce que l'image du parti aurait été rendue négative par la concurrence des courants et l'égoïsme des petits groupes. Il importerait par conséquent de parvenir à une nouvelle conception de l'unité du parti et de prendre davantage pour référence « le potentiel protestataire de gauche et alternatif ». Il faudrait en finir avec les compromis concernant la *Bundeswehr* et l'OTAN, consentis à cause de Gruhl<sup>20</sup>. Dieter Burgmann, un des trois porte-parole du Comité directeur fédéral, formula la position des Verts sur la double décision de l'OTAN de la manière suivante : « Les Verts appellent le gouvernement fédéral à tirer les bonnes conséquences des demi-mesures de sa politique de détente et à réviser aussi vite que possible et d'une façon diplomatiquement habile la décision d'armement de l'OTAN sur le déploiement des missiles Pershing II en RFA et à engager des démarches concrètes de désarmement »<sup>21</sup>. Cette formulation recelait la quintessence de l'appel de Krefeld bien qu'il n'ait pas encore été publié.

L'appel de Krefeld a été le texte le plus influent du mouvement de la paix, signé par plus de 4 millions de personnes en RFA. L'appel a été rédigé par l'ancien Major général Gert Bastian, qui avait été proche du SPD, mais qui, entré en conflit avec le ministère de la Défense, avait quitté la *Bundeswehr*. C'est la raison pour laquelle Bastian était devenu le témoin privilégié<sup>22</sup> du mouvement de la paix. En août 1980, il fit la connaissance de Petra Kelly lors d'un meeting à Munich et la mis en contact avec l'initiative de Krefeld. C'est ainsi que tous les deux devinrent les figures politiquement insoupçonnables de l'organisation sinon contrôlée par les communistes. Petra Kelly justifia son engagement en indiquant que les Verts devaient dépasser leur peur de tout contact avec le DKP. « Si les Verts n'avaient pas été à Krefeld, le mouvement de la paix y aurait été influencé par le seul DKP ». En novembre 1980, elle pensait encore pouvoir influencer les positions du DKP, lequel avait accepté « d'inclure [dans l'appel] une prise de position contre la course aux armements à l'Est et l'Ouest »<sup>23</sup>. Un an plus tard, à la veille de la deuxième rencontre de l'initiative de Krefeld, le Comité directeur fédéral constatait que des positions authentiquement vertes n'apparaissaient pas dans les déclarations jusqu'ici publiées de l'initiative de Krefeld<sup>24</sup>. Pour peu qu'il y ait eu dans le cadre de l'initiative de Krefeld des prises de position critiques formulées au sujet de l'armement soviétique et de la situation des droits de l'homme dans les États du Pacte de Varsovie, elles étaient uniquement dues à Petra Kelly dans ses discours à l'occasion des grands meetings annuels de l'initiative<sup>25</sup>. C'est pourquoi l'adhésion de Petra Kelly à l'initiative de Krefeld resta sujette à controverse. La solution que les Verts trouvèrent en janvier 1981, fut premièrement de soutenir l'engagement de Petra Kelly dans l'initiative de Krefeld, de vouloir, deuxièmement, appeler de façon autonome au nom des Verts à signer l'appel, mais aussi à signer l'appel concurrent de la *Russell Peace Foundation* dont les revendications ne s'adressaient pas uniquement à

l'OTAN mais à tous les deux blocs militaires et souhaitait à long terme leur dissolution. Une autre attitude aurait été contre-productive, ne serait-ce que parce que le Comité directeur fédéral et la commission principale fédérale (*Bundeshauptausschuss*) avaient identifié l'éventail des initiatives de citoyens et le SPD comme le groupe cible des activités pacifistes<sup>26</sup>. Petra Kelly et Gert Bastian étaient très attentifs à ne pas être associés de manière négative avec le DKP. Lorsque le ministère de la Défense, portefeuille social-démocrate, publia un document graphique représentant Petra Kelly et Gert Bastian comme aux ordres du Comité central du PC d'Union soviétique par l'intermédiaire du Comité mondial pour la paix et du KO FAZ<sup>27</sup>, ils y opposèrent un démenti formel<sup>28</sup>. Bastian était un général politiquement engagé, qui avait pris la parole dans des réunions publiques du SPD, Kelly avait au moins été membre du SPD. Tous les deux tenaient absolument à ne pas être complètement déconsidérés aux yeux de leurs anciens camarades de parti.

Pour les Verts, l'épisode de novembre 1980 marqua une césure, car il leur fallait désormais prendre plus nettement position. Le Comité directeur fédéral souligna la nécessité de se donner un profil politique plus marqué, des perspectives spécifiques et clairement reconnaissables, une « identité propre par les programmes et les actions »<sup>29</sup>. Il fut décidé de mettre pour un an la question de la paix au centre des travaux programmatiques du parti. On organisa des manifestations particulières, destinées à faire ressortir l'engagement sur la question de la paix, la Fête de la paix des Verts à Breisach en juin et le congrès du parti d'Offenbach en octobre 1981, mais il faut mentionner aussi les deux grandes manifestations du mouvement de la paix en 1981, le 20 juin lors du *Kirchentag* de l'Église protestante à Hambourg, et le 10 octobre sur les pelouses du Hofgarten à Bonn. La fête de la paix à Breisach fut à la fois un congrès sur la question de la paix et une fête des Verts, d'une certaine façon comparable à une université d'été, telles qu'elles sont connues en France. Le congrès adopta un Manifeste de la paix synthétisant les différents éléments de la politique des Verts sur la question, de la revendication de non mise en œuvre de la double décision de l'OTAN, à celle d'une Europe dénucléarisée de la Pologne au Portugal en passant par le non alignement des pays du Tiers monde. Un des chapitres porte le titre « Ni loyal envers l'Est, ni loyal envers l'Ouest, mais loyal entre soi » et se rapporte en particulier au mouvement syndical indépendant en Pologne et au mouvement de défense des droits civiques en Tchécoslovaquie Charte 77<sup>30</sup>.

### **Les Verts et l'automne des fusées 1983**

La participation d'orateurs de la RDA aux grandes manifestations du mouvement de la paix en RFA à laquelle les Verts tenaient absolument, conformément au postulat de leur Manifeste de la paix précédemment cité et qu'ils purent la plupart du temps imposer, était une source permanente de conflits. Lors de la manifestation pour la paix du 10 juin 1982 c'est l'écrivain Jürgen Fuchs, expulsé à Berlin ouest et privé de sa nationalité qui a pris la parole en remplacement du pasteur Eppelmann qui craignait de ne pouvoir rentrer s'il avait parlé ouvertement de la situation en RDA<sup>31</sup>. Jürgen Fuchs appela les choses par leur nom, disant qui, où et pourquoi était poursuivi en RDA.

Le conflit fondamental opposait cependant le SPD et les Verts. Les Verts étaient gênés par l'omniprésence de dissidents sociaux-démocrates, qui pourtant, à leurs yeux, ne soutenaient pas pleinement les revendications du mouvement de la paix. Ils refusaient par conséquent systématiquement de ménager les minoritaires du SPD, d'autant que cela n'aurait rien changé à la politique de la direction sociale-démocrate. C'était une position générale, mais aussi valable pour tous les cas d'espèce. Interrogée à ce sujet, Petra Kelly déclara dans une interview au *Spiegel* : « Mais que signifie Monsieur Matthiesen dans un parti pro-nucléaire dirigé par Helmut Schmidt ? Où l'aile anti-nucléaire est-elle présente, quand a-t-elle réussi à s'imposer, où est-elle représentée au gouvernement, où est-elle représentée au *Bundestag*? Il faut chercher à la loupe ... »<sup>32</sup>. La même prévention à l'égard des minorités sociales-démocrates se retrouvait sur la question des missiles. Il y avait certes un nombre croissant d'adversaires de la double décision de l'O TAN au sein du SPD, sauf que, tant que Schmidt était chancelier, ils n'avaient pas voix au chapitre. Après sa chute, le SPD commença à bouger. Ainsi, Hans-Jochen Vogel, qui était président du groupe parlementaire depuis le 6 mars 1983 fit savoir son approbation à ce qu'on appela le compromis de la « promenade dans les bois ». Cependant, le mouvement de la paix était résolument contre ce compromis, qu'il considérait comme un stationnement partiel<sup>33</sup>. Dans l'opinion, Vogel n'en était désormais pas moins vu comme quelqu'un faisant évoluer les positions initialement rigides de son parti. Les Verts essayèrent de contrecarrer cette impression. Henning Schierholz, député au Bundestag à partir de 1985, exigea que soit « nettement critiqué l'attitude du SPD, qui se montre clairement prêt à approuver une 'solution intermédiaire' sur la base de la promenade dans les bois à Genève »<sup>34</sup>. Cette solution intermédiaire incluait le stationnement de toutes les fusées Pershing II en RFA, mais d'une partie seulement des missiles de croisière prévus dans la double décision. Les Verts savaient qu'en formulant cette critique ils étaient d'accord avec les initiatives pacifistes indépendantes également hostiles à toute indulgence avec le SPD. « À notre sens, cela ne mène à rien de faire une grande manifestation à Bonn pour s'adresser en particulier à l'opposition au sein du SPD. Le mouvement de la paix ne doit pas se mettre à la traîne d'une opposition simplement modérée et qui n'est pas prête, jusqu'à aujourd'hui, à prendre clairement position contre le début du stationnement programmé »<sup>35</sup>.

Les Verts et les initiatives pacifistes indépendantes étaient également irrités par la nouvelle flexibilité de la police. Ainsi, l'agence DPA rapporte que le secrétaire général des Verts, Lukas Beckmann, était frustré par le déroulement de ce que l'on a appelé le siège par des personnalités (*Prominentenblockade*) de la base américaine de Mutlangen. « La police aurait très habilement laissé le mouvement de la paix s'enfermer. Comme aucun véhicule ni soldat n'a essayé d'entrer ou de sortir de la base, il n'y aurait rien eu à bloquer. Dans ces conditions, la solution aurait été de passer d'un blocage à une 'marche' sur le site, indiqua Beckmann »<sup>36</sup>. La nuit même du siège Petra Kelly fit le voyage de Mutlangen à Bitburg où était organisée une autre action de blocage. Les photos des deux actions sont complètement opposées, à Mutlangen « de la police montée avec des fleurs des champs attachées aux rênes », par contre à Bitburg six cents marcheurs de la paix qui sont évacués par des policiers « sans fleurs, mais avec des matraques, menacés et mordus par des chiens et chassés par des canons à eau »<sup>37</sup>. Les seize initiatives pacifistes régiona-



les qui avaient préparés le siège de Mutlangen n'avaient ensuite plus envie de demander une poursuite de l'action <sup>38</sup>.

Lukas Beckmann <sup>39</sup> et Petra Kelly <sup>40</sup> mirent en garde contre toute confusion entre les revendications du mouvement de la paix et les positions fluctuantes au sein du SPD. Cela pourrait conduire le mouvement de la paix à se faire absorber par le SPD. Ce débat arriva à son point culminant avec l'invitation faite à Willy Brandt de parler lors du meeting terminal de la manifestation pour la paix du 22 octobre 1983 dans le Hofgarten à Bonn. Dans ce contexte, Lukas Beckmann exhorta le SPD, en tant que secrétaire général des Verts, « à abandonner ses irresponsables hésitations sur des questions de survie ... et à se prononcer clairement pour un oui ou non au stationnement de nouvelles fusées à tête nucléaires de moyenne portée ». Pour prouver sa crédibilité, le SPD devrait charger comme orateur "l'ancien chancelier et inventeur de la lacune de fusées Helmut Schmidt pour dire clairement NON au déploiement" <sup>41</sup>. L'exigence était évidemment purement rhétorique.

### Résumé

Le point de départ de ces quelques réflexions a été le succès électoral du 6 mars 1983 et la thèse selon laquelle les Verts seraient entrés au *Bundestag* en surfant sur la vague de mobilisation du mouvement de la paix. Même s'il y a du vrai dans une telle analyse, on a pu s'apercevoir combien le mouvement de la paix était un terrain difficile, y compris pour les Verts. Ceux-ci n'y ont absolument pas été populistes, au contraire ils se conduiraient plutôt conscient de soi et même provocant. Ce faisant, en se confrontant avec le DKP et le SPD ils s'affirmèrent en tant que force politique autonome sans pour autant mettre en danger l'unité du mouvement de la paix. Ils se savaient souvent en accord avec d'autres initiatives indépendantes qui voulaient aussi peu se mettre à la remorque du SPD ou du DKP et d'ailleurs, pour la plupart, pas davantage à la remorque des Verts. Au total, l'établissement comme parti autonome a été un processus difficile, seulement mené à son terme avec ce processus de différenciation accompagnant le mouvement de la paix.

(Traduction : Alain LATTARD)

### Notes

1. Manfred Berger/ Wolfgang G. Gibowski/ Dieter Roth/ Wolfgang Schulte, « Legitimierung des Regierungswechsels. Eine Analyse der Bundestagswahl 1983 », in : Hans-Dieter Klingemann/ Max Kaase (éd.), *Wahlen und politischer Prozeß. Analysen aus Anlaß der Bundestagswahl 1983*, Opladen 1986, pp. 251-288.

2. Jan Hansen, « Parteien », in : Christoph Becker-Schaum/ Philipp Gassert/ Martin Klimke/ Wilfried Mausbach/ Marianne Zepp (éd.), « *Entrüstet Euch !* ». *Nuklearkrise, NATO-Doppelbeschluss und Friedensbewegung*, Paderborn 2012, pp. 103-117.

3. Hubert Kleinert, *Vom Protest zur Regierungspartei. Die Geschichte der Grünen*, Frankfurt/ Main 1992, p. 46 sq.

4. Saskia Richter, « Der Protest gegen den NATO-Doppelbeschluss und die Konsolidierung der Partei Die Grünen zwischen 1979 und 1983 », in : Philipp Gassert/ Tim Geiger/ Hermann Wentker (éd.), *Zweiter Kalter Krieg und Friedensbewegung. Der NATO-Doppelbeschluss in deutsch-deutscher und internationaler Perspektive*, München 2011, p. 231.

5. Hans-Dieter Klingemann, « Der vorsichtig abwägende Wähler. Einstellungen zu den politischen Parteien und Wahlabsicht. Eine Analyse anlässlich der Bundestagswahl 1983 », in : Hans-Dieter Klingemann/ Max Kaase (éd.), *Wahlen und politischer Prozeß. op. cit.*, pp. 400-402.

6. Franz Urban Pappi, « Neue soziale Bewegungen und Wahlverhalten in der Bundesrepublik », in : Max Kaase/ Hans-Dieter Klingemann (éd.), *Wahlen und Wähler. Analysen aus Anlaß der Bundestagswahl 1987*, Opladen 1990, p. 149.

7. Christoph Becker-Schaum/ Philipp Gassert/ Martin Klimke/ Wilfried Mausbach/ Marianne Zepp, « Die Nuklearkrise der 1980er Jahre. NATO-Doppelbeschluss und Friedensbewegung », in : Becker-Schaum u.a.(éd.), « *Entrüstet Euch !* », *op. cit.*, p. 28 sq.

8. Die Grünen, Gegen Arbeitslosigkeit und Sozialabbau. Sinnvoll arbeiten - solidarisch leben. Beschluss der Bundesdelegiertenkonferenz am 15./ 16. Januar 1983 in Sindelfingen, Bonn 1983.
9. Pierre Rosanvallon, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris 2006.
10. Udo Baron, *Kalter Krieg und heißer Frieden. Der Einfluss der SED und ihrer westdeutschen Verbündeten auf die Partei « Die Grünen »*, Münster 2003.
11. Silke Mende/ Birgit Metzger, « Ökopax. Die Umweltbewegung als Erfahrungsraum der Friedensbewegung », in : Christoph Becker-Schaum u.a. (éd.), *op. cit.*, p. 125.
12. Protokolle des Bundesvorstands der Grünen, Archiv Grünes Gedächtnis, Bestand B.I.1, vorl. Sign. 650.
13. Interview de Roland Vogt, « Darauf hingewirkt, dass Ökologiebewegung und Friedensbewegung zusammenkommen », in : Heinrich-Böll-Stiftung (éd.), *Grünes Gedächtnis 2012*, en cours de publication.
14. Silke Mende, « *Nicht rechts, nicht links, sondern vorn* ». *Eine Geschichte der Gründungsgrünen*, München 2011.
15. Richard Stöss, *Vom Nationalismus zum Umweltschutz. Die Deutsche Gemeinschaft/ Aktionsgemeinschaft Unabhängiger Deutscher im Parteiensystem der Bundesrepublik*, Opladen 1980.
16. Grundsatzreferat von August Haußleiter beim Deutschlandpolitischen Kongress der Grünen, in : Die Grünen Baden-Württemberg (Hrsg.), *Friedensvertrag, Blockfreiheit, Neutralität. Deutschlandpolitischer Kongreß Karlsruhe. 9. bis 11. März '84. Reader*, Stuttgart 1984, pp. 4-20.
17. Protokoll der Sitzung des Bundesvorstandes am 6. Okt. 1980 in Bonn, p. 3, in : Archiv Grünes Gedächtnis, Bestand B.I.1, vorl. Sign. 650.
18. Protokoll der Bundesvorstandssitzung am 14./ 15. Juli 1979, p. 5, *ibid.*
19. Protokoll der Bundesvorstandssitzung am 25. August 1980, p. 4, *ibid.*
20. Protokoll der Bundesvorstandssitzung am 6. Okt. 1980, pp. 1-4, *ibid.*
21. Anlage 5 zum Protokoll der Bundesvorstandssitzung am 19. Okt. 1980, *ibid.*
22. Saskia Richter, « Die Protagonisten der Friedensbewegung », in : Christoph Becker-Schaum u.a. (éd.), *op. cit.*, p. 184.
23. Protokoll der Bundesvorstandssitzung am 14. Dez. 1980, p. 2, in : Archiv Grünes Gedächtnis, Bestand B.I.1, vorl. Sign. 650.
24. Protokoll der Bundesvorstandssitzung am 11. Okt. 1981, p. 4,
25. Rede von Petra Kelly über « Aufrüstung sowie Abbau demokratischer und sozialer Rechte » beim 3. Krefelder Forum, 17. Sept. 1983, in : Archiv Grünes Gedächtnis, Bestand A - Bannas, Sign. 45.
26. Ludger Volmer, *Die Grünen und die Außenpolitik - ein schwieriges Verhältnis. Eine Ideen-, Programm- und Ereignisgeschichte grüner Außenpolitik*, Münster 1998, p. 76 sq. et Christoph Becker-Schaum, « Die institutionelle Organisation der Friedensbewegung », in : Christoph Becker-Schaum u.a. (éd.), *op. cit.*, p. 159.
27. Le document est reproduit in : Hans Apel (coauteur), *Sicherheitspolitik contra Frieden ? Ein Forum zur Friedensbewegung*, Bonn 1981, p. 185.
28. *ibid.*, pp. 29-32.
29. Protokoll der Bundesvorstandssitzung am 31. Mai 1981, S. 2, in : Archiv Grünes Gedächtnis, Bestand B.I.1, vorl. Sign. 650.
30. Die Grünen, Friedensmanifest. Verabschiedet von der 4. Ordentlichen Bundesversammlung der Grünen vom 2.-4.10.1981 in : Offenbach, Bonn 1981. Ludger Volmer, *Die Grünen und die Außenpolitik*, p. 83 sq.
31. Jürgen Fuchs, Rede zur Friedensdemonstration am 10. Juni 82 in Bonn, in : Archiv Grünes Gedächtnis, Bestand A -Bannas, Sign. 46.
32. Interview de Petra Kelly, « Wir sind die Antipartei-Partei », in : *Der Spiegel*, Nr. 24/ 1982, p. 47.
33. « Die Friedensbewegung lehnt die 'Waldspaziergangsformel' ab », Erklärung des Koordinationsausschusses der Friedensbewegung vom 27. Juli 1983, in : Archiv Grünes Gedächtnis, Bestand B.I.1, vorl. Sign. 263.
34. Brief von Henning Schierholz an Eva Quistorp, Volkmar Deile, Ulrich Frey und Jo Leinen, d.h. an die vier nichtkommunistischen Mitglieder der Geschäftsführung des Koordinationsausschusses der Friedensbewegung, vom 24. Aug. 1983, in : Archiv Grünes Gedächtnis, Bestand B.I.1, vorl. Sign. 263.
35. Hamburger Friedenskoordination/ Graswurzelrevolution - Föderation Gewaltfreier Aktionsgruppen, Stellungnahme zu den Herbstvorschlägen, o. Datum (ca. April 1983), in : Archiv Grünes Gedächtnis, Bestand B.I.1, vorl. Sign. 263.
36. Grüne befürchten « Verstaatlichung » der Friedensbewegung. DPA-Meldung vom 8. Sept. 1983, in : Archiv Grünes Gedächtnis, Bestand B.I.1, Sign. 1932.
37. Ulrich Völklein, Der Tag, an dem der Frieden verloren ging, in : Stern, 8. Sept. 1983.
38. *ibid.*
39. Lukas Beckmann, Von der Friedensbewegung zur Abschreckungsbewegung ? Die Gefahr einer Verstaatlichung der Friedensbewegung, redigierte Tonbandabschrift eines Wortbeitrags im Koordinationsausschuss, Juli 1983, in : Archiv Grünes Gedächtnis, Bestand B.I.1, Sign. 1932.
40. Petra Kelly, Rede über « Aufrüstung sowie Abbau demokratischer und sozialer Rechte » beim 3. Krefelder Forum, 17. Sept. 1983, in : Archiv Grünes Gedächtnis, Bestand A - Bannas, Sign. 45.
41. SPD soll Farbe bekennen. Helmut Schmidt als Redner für die Volksversammlung für den Frieden am 22. Okt. in Bonn vorgeschlagen. Pressemitteilung der Grünen vom 1. Okt. 1983, in: Archiv Grünes Gedächtnis, Bestand B.I.1., vorl Sign. 1020.